



## Conseil économique et social

Distr. limitée  
25 juin 2012  
Français  
Original : anglais

---

### Comité du programme et de la coordination

#### Cinquante-deuxième session

4-29 juin 2012

Point 7 de l'ordre du jour

#### Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa cinquante-deuxième session

### Projet de rapport

*Rapporteuse* : M<sup>me</sup> Imelda Smolcic (Uruguay)

#### Additif

### Projet de cadre stratégique pour la période 2014-2015

[Point 3b)]

#### Programme 17

#### Développement économique en Europe

1. À sa 15<sup>e</sup> séance, le 13 juin 2012, le Comité a examiné le programme 17 (Développement économique en Europe) du projet de cadre stratégique pour la période 2014-2015 [A/67/6 (Prog. 17)].
2. Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe a présenté le programme et répondu aux questions soulevées au cours du débat que le Comité lui a consacré.

#### Examen de la question

3. Les délégations ont loué le programme et fait remarquer qu'il était bien structuré. Elles ont indiqué qu'il avait bénéficié à tous les pays qu'il ciblait, notamment les pays sans littoral et les pays en transition. Elles ont également estimé que la diversité et les différents niveaux de développement économique et social des pays bénéficiaires posaient de nouvelles difficultés de taille pour les travaux de la Commission économique pour l'Europe.
4. Des points de vue divergents ont été exprimés à propos de l'expression « économie verte ». On a estimé qu'il était prématuré de l'utiliser avant l'adoption



du document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Conférence Rio +20) ou avant de se mettre d'accord sur une définition. On a indiqué que l'attention devait se porter sur le développement durable, qui couvrait tous les aspects de développement. On a également fait remarquer que la notion d'économie verte provenait du Programme des Nations Unies pour l'environnement et constituait un instrument utile pour traiter les questions liées à la pauvreté, à l'économie, à l'énergie et à d'autres questions relatives au développement durable. On a signalé que la notion, qu'elle soit reconnue ou non, ne se limitait pas à l'Europe.

5. Des délégations se sont inquiétées de l'utilisation d'expressions comme ONU-Eau et ONU-Énergie, qui n'étaient pas encore véritablement définies.

6. Les délégations se sont félicitées du travail normatif accompli dans le cadre du programme ainsi que de ses résultats importants pour les populations à l'intérieur et à l'extérieur de la région, notamment les travaux qui ont contribué à améliorer la sécurité routière et l'utilisation des ressources énergétiques.

7. Des délégations ont exprimé leur appui au programme, notamment s'agissant des sous-programmes 5 (Énergie durable) et 6 (Commerce). On a souligné l'importance du sous-programme 5, qui a fourni une importante plate-forme pour les débats de haut niveau des États membres, ainsi que des travaux réalisés au titre du sous-programme 6, qui ont contribué à éliminer la discrimination dans le secteur du commerce dans la région.

8. On a souligné que des efforts devaient être consentis pour harmoniser et aligner les cadres stratégiques des commissions régionales afin de faciliter l'examen des questions intersectorielles par les organes intergouvernementaux.

9. On a également souligné que la méthode de budgétisation axée sur les résultats devrait servir à mesurer les réalisations et les indicateurs de succès du Secrétariat et non des États membres.

10. Les délégations ont pris note de l'examen en cours du programme et indiqué que cela permettrait de simplifier le projet de cadre stratégique pour la période 2014-2015.

11. S'agissant du rapport sur l'exécution des programmes de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice biennal 2010-2011 (A/67/77), les délégations ont exprimé leur appui à des initiatives telles que l'institutionnalisation de l'égalité des sexes et la coopération avec les autres commissions régionales. Toutefois, on s'est inquiété de l'extension du délai requis pour mener à bien le processus de recrutement et de ses incidences négatives sur les activités prescrites.

### **Conclusions et recommandations**

12. **Le Comité recommande que l'Assemblée générale approuve le descriptif du programme 17 (Développement économique en Europe) du projet de cadre stratégique pour la période 2014-2015.**